

# GUIDE DES DROITS HUMAINS POUR MENER DES RECHERCHES SUR LA DISCRIMINATION RACIALE ET RELIGIEUSE DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN EUROPE

## Résumé

*Être la cible d'une mesure antiterroriste discriminatoire peut être source de honte, de peur, d'anxiété et de traumatisme, avec les répercussions possibles que cela implique à long terme. Subir des actes de discrimination raciale de manière répétée nuit à la santé physique et mentale des personnes appartenant à des minorités ethniques, en provoquant notamment une baisse de l'estime de soi, de la dépression, une détresse psychologique et de l'anxiété.*

– Guide de recherche, sous-section 3.2.3.5

## Pourquoi un nouvel outil de recherche est-il nécessaire ?

La discrimination contre les personnes musulmanes dans le contexte de la lutte contre le terrorisme en Europe pose depuis longtemps des problèmes sur le plan des droits humains. Ces 20 dernières années en particulier, les activités et affiliations légitimes de personnes musulmanes ont été considérées comme dangereuses. Ce raisonnement a été utilisé pour justifier des opérations de surveillance, des arrestations, des expulsions, des déchéances de nationalité, des mesures de lutte contre la radicalisation et d'autres restrictions de leurs droits. En assimilant les personnes musulmanes à une « menace » et en renforçant cette idée, ces mesures ont contribué à créer un environnement dans lequel elles font l'objet de propos haineux virulents et s'exposent à des attaques publiques. Près de 20 ans après les attentats du 11 septembre aux États-Unis, les discriminations visant les personnes musulmanes et leur communauté n'ont pas faibli ; le problème a même empiré en Europe et dans de nombreuses régions du monde. Des personnes, des familles et des communautés ont été profondément apeurées et traumatisées par cette situation.

Ce problème est largement reconnu par les institutions des Nations unies et de l'Union européenne, mais les groupes de défense des droits humains et les organes de contrôle y accordent généralement moins d'attention qu'aux autres violations des droits humains commises dans le cadre de la lutte antiterroriste, en partie parce que la discrimination est difficile à prouver. L'effet disproportionné des mesures contre la pandémie de COVID-19 sur les minorités et le renforcement de l'aspect sécuritaire des stratégies de santé publique n'ont fait que souligner la nécessité de dénoncer la discrimination en lien avec la lutte antiterroriste. Les révoltes déclenchées par le meurtre de George Floyd aux États-Unis et dans d'autres régions du monde ont poussé de nombreuses organisations à réévaluer l'aide qu'elles souhaitaient apporter au mouvement antiraciste. Ce guide encourage ses lecteurs et lectrices à redoubler d'efforts pour combattre les discriminations qui surviennent spécifiquement dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, en leur donnant des outils pour dénoncer le racisme systémique et les menaces contre la liberté religieuse dans ce domaine.

## Quel est l'objet de ce guide de recherche ?

Ce guide de recherche donne des conseils détaillés pour mener des recherches sur la discrimination raciale et religieuse dans le contexte de la lutte contre le terrorisme en Europe, en se fondant sur le droit international relatif aux droits humains.

Les points suivants y sont abordés :

- les **principes de droit international relatifs à la discrimination** et leur application dans le contexte antiterroriste ;
- les **éléments d'une allégation de discrimination** (« que faut-il démontrer ? ») et les différentes méthodes et formes de preuve qui peuvent être utilisées (« comment démontrer l'existence de la discrimination ? ») ;
- les **principaux défis à relever pour prouver une discrimination** dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ; et
- les **recommandations essentielles** aux chercheurs et chercheuses des ONG et aux organes de contrôle.

Ce guide se fonde sur la **jurisprudence en matière de discrimination** dans des domaines tels que l'emploi, l'accès aux biens et services et l'éducation. Il donne des exemples d'affaires jugées par des juridictions nationales, au Royaume-Uni, en France, en Hongrie, en Irlande du Nord ou en Belgique. On y trouve aussi des études de cas issues de pays non européens, comme le Canada, les États-Unis et le Chili, ainsi que de la jurisprudence de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme.

## Comment ce guide de recherche a-t-il été élaboré ?

Ce guide de recherche est le résultat d'une collaboration de deux ans entre Amnesty International et Open Society Foundations qui vise à faciliter et à encourager les recherches sur l'effet discriminatoire des lois et pratiques européennes de lutte contre le terrorisme. Des consultations avec de nombreuses parties intéressées ont permis de constater le manque de ressources pour le travail énorme qu'impliquent les recherches sur la discrimination dans le contexte antiterroriste et la démonstration de cette discrimination. Le projet a commencé en juin 2019 par une petite réunion entre expert·e·s issus du champ juridique, du milieu universitaire et des ONG, suivie d'entretiens avec des spécialistes et de recherches juridiques. Un groupe composé d'universitaires, de chercheurs et chercheuses et de chargé·e·s de campagne a reçu une version préliminaire de ce guide en juillet 2020 et a transmis ses commentaires. Le guide a ensuite été examiné en interne avant son lancement en ligne en février 2021.

## À qui ce guide de recherche est-il destiné ?

Ce guide est destiné aux personnes et aux organisations qui mènent des recherches et participent à des actions de plaidoyer, à du travail de campagne et à des procédures judiciaires visant à mettre fin à la discrimination dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Il s'agit notamment d'avocat·e·s, de militant·e·s, de responsables d'activités de plaidoyer et de chercheurs et chercheuses pour des ONG, ainsi que de membres du personnel concerné des organes chargés du contrôle, de l'obligation de rendre des comptes et de l'égalité. Toute autre personne intéressée par la lutte contre le racisme et la discrimination trouvera une utilité à ce guide.

## Quelles sont les recommandations essentielles qui se trouvent entre autres dans le guide de recherche ?

Les organisations de défense des droits humains, chercheurs et chercheuses et responsables des activités de plaidoyer doivent :

- **mener des recherches pour recueillir des preuves de discrimination** dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, en sachant que les éléments attestant de l'existence d'une discrimination sont souvent des preuves indirectes, et que l'absence de preuve directe n'empêche pas d'établir une présomption de discrimination ;
- **conjuguer différentes méthodes et sources d'information**, présentées dans ce guide, pour que les arguments avancés soient les plus solides possible ;
- repérer **les motifs spécifiques de discrimination en fonction du contexte et des éléments de preuve disponibles**, tout en expliquant que, du fait de la racisation croissante des personnes musulmanes, les motifs liés à la race, à la religion et à l'origine ethnique sont liés ;
- envisager d'**introduire des actions en justice afin d'entraîner la divulgation des preuves pertinentes**, quand les preuves de discrimination ne sont pas disponibles par ailleurs ;
- demander aux États de **ne pas qualifier certaines infractions de « terrorisme » uniquement sur le fondement de la motivation politique ou idéologique présumée** de son auteur, en faisant appel au système de justice pénale ordinaire et, si nécessaire, aux concepts de crime de guerre et de crime contre l'humanité et au droit pénal international ; et
- **prendre contact avec les médiateurs/médiatrices, les organes chargés de la promotion de l'égalité et les institutions nationales de défense des droits humains** pour veiller à ce que ces personnes demandent à leur gouvernement d'intégrer à leur **mandat une fonction de contrôle** en matière de lutte contre le terrorisme ; ou, si cela fait déjà partie de leur mission, **prendre contact avec les organes de contrôle et leur transmettre des informations sur des violations du droit à la non-discrimination** dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

Les mécanismes de contrôle et d'obligation de rendre des comptes doivent :

- mener des recherches pour recueillir des preuves de discrimination dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, y compris en faisant des **évaluations des effets des lois et politiques antiterroristes** sur le plan de l'égalité, lorsque cela relève de leur mandat ;
- **consulter les acteurs et actrices de la société civile** sur leur travail dans le domaine de la sécurité nationale et de la lutte contre le terrorisme, et notamment sur la discrimination dans la lutte contre le terrorisme, et nouer des contacts avec ces personnes ;
- encourager les victimes de discrimination dans le cadre de la lutte contre le terrorisme à **recourir aux mécanismes de recueil des plaintes et faciliter ces démarches** ; et
- demander aux États de **recueillir et publier des données ventilées** sur leurs actions antiterroristes.

Le guide de recherche vise à combler un vide qui existe depuis longtemps en offrant aux militant-e-s et aux professionnel-le-s des outils pour combattre les discriminations. Il peut aussi permettre à des victimes de tels traitements traumatisants de bénéficier de voies de recours pour les atteintes aux droits humains qu'elles ont subies.